



PRÉFECTURE DU CANTAL

**ARRÊTÉ n°2008-1461 du 4 septembre 2008**  
**Refusant à la société CARRIERES MONNERON SAS l'autorisation d'exploiter une carrière**  
**et ses installations annexes de premier traitement de matériaux au lieu-dit**  
**«Côtes de Chanzac» sur la commune de Sainte Anastasie**

- VU** le code de l'environnement, et notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre V
- VU** l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières
- VU** l'arrêté préfectoral n°99-913 du 12 mai 1999 approuvant le schéma départemental des carrières du département du Cantal
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2005-1968 du 25 novembre 2005 approuvant la mise à jour du schéma départemental des carrières du département du Cantal
- VU** la demande déposée en préfecture le 27 février 2006 et présentée par monsieur Jacques Petelet président directeur général agissant au nom et pour le compte de la société CARRIERES MONNERON SAS dont le siège social se trouve à NEUSSARGUES-MOISSAC, afin que sa société soit autorisée à exploiter à ciel ouvert une carrière de basalte et ses installations annexes de premier traitement de matériaux sur le territoire de la commune de Sainte Anastasie au lieu-dit «Cotes de Chanzac»
- VU** les plans et documents annexés à la demande
- VU** l'enquête publique prescrite par arrêté préfectoral n°2006-586 du 21 avril 2006 qui s'est déroulée du 15 mai au 16 juin 2006 inclus sur le territoire de la commune de Sainte Anastasie
- VU** le registre de l'enquête publique et l'avis du commissaire enquêteur
- VU** les avis émis au cours de l'instruction réglementaire
- VU** les rapport et proposition de la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement chargée de l'inspection des installations classées
- VU** l'avis de la Commission départementale des carrières dans sa séance du 9 juin 2008

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article L 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral

**CONSIDÉRANT** le fort impact environnemental de ce projet,

**CONSIDÉRANT** que l'ouverture de la carrière du site de Chanzac qui va induire une hausse sensible du trafic poids lourds sur la voie de desserte de cette exploitation en empruntant la route départementale RD 679 et traversant le bourg de Sainte-Anastasie, d'une largeur variant de 6,70 m à 5,40m dans la traversée du bourg, et d'une largeur de 4,60 m au droit du pont,

**CONSIDERANT** qu'aucune prescription ne pourra compenser en l'état actuel, l'atteinte aux règles de sécurité routière et aux dangers générés par cette installation, pour la population du bourg, et les personnes empruntant d'une manière générale, cet itinéraire de desserte de tout le Nord-Est Cantal, en direction d'Allanche et de Condat,

**CONSIDERANT** de ce fait, la sécurité des usagers ne sera pas assurée,

**CONSIDERANT** les avis des conseils municipaux et en particulier l'opposition unanime de la commune d'implantation,

**CONSIDERANT** la très forte opposition qui s'est manifestée de manière constante lors de l'instruction du dossier, contre ce projet,

**CONSIDERANT**, en conclusion, que le bilan coût-inconvénients /avantages de ce projet ne peut être que défavorable, en l'absence de mesures compensatoires de nature à pallier véritablement les inconvénients et nuisances qui seraient générés, notamment au regard de son impact sur l'environnement, la sécurité routière et la vie locale,

**CONSIDERANT**, en outre, que les solutions alternatives envisagées consistant :

- soit en la réalisation d'une liaison ferroviaire entre la carrière de Chanzac et le site de traitement des matériaux prévu au Rocher de Laval, à Neussargues,
  - soit en la réalisation d'une déviation contournant le bourg de Sainte-Anastasie,
- ne peuvent répondre favorablement au bilan inconvénients/avantages de ce projet, en se traduisant par des conséquences particulièrement dommageables sur l'environnement et des coûts financiers excessifs, sans possibilité de mettre en œuvre de véritables mesures compensatoires,

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Cantal

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 – REFUS DE L'AUTORISATION**

L'autorisation demandée par la société CARRIERES MONNERON SAS, dont le siège social se trouve à Neussargues-Moissac, concernant l'exploitation, sur le territoire de la commune de Sainte Anastasie au lieu-dit « Cotes de Chanzac », d'une carrière à ciel ouvert de basalte et d'installations annexes de premier traitement des matériaux, est refusée.

### **ARTICLE 2 – VOIES DE RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle a été notifiée.

### **ARTICLE 3 – PUBLICITE - INFORMATION**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de SAINTE ANASTASIE pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision, est affiché à ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

Un avis est inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tous les départements concernés par l'exploitation.

#### **ARTICLE 4 – DIFFUSION**

Le présent arrêté est notifié à CARRIERES MONNERON SAS et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en est adressée à :

- M. le Maire de la commune de SAINTE ANASTASIE chargé des formalités d'affichage
- M. le Sous-Préfet de SAINT FLOUR
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement à Clermont-Ferrand
- M. le Chef de la subdivision de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement à Aurillac
- M. le Directeur Régional de l'Environnement à Clermont-Ferrand
- M. le Directeur Départemental de l'Equipement à Aurillac
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt à Aurillac
- Mme. la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales à Aurillac
- M. le Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine à Aurillac
- M. le commandant du groupement de gendarmerie du Cantal à Aurillac

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Aurillac, le 4 septembre 2008

LE PREFET,  
Signé  
Paul MOURIER